

SHENGHUO CONNEXION S.A.

Société anonyme

L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal

RCSL: B 201822

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 21 DECEMBRE 2016

Numéro 16/37.062

L'an deux mille seize, le vingt-et-un décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme **SHENGHUO CONNEXION S.A.**, avec siège social à L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 201822 (NIN 2015 2216 751),

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 23 novembre 2015, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 345 du 8 février 2016,

au capital social de trente-deux mille Euros (EUR 32.000.), représenté par trente-deux mille (32.000) actions d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune.

L'Assemblée est présidée par Jean-Philippe SOLLBERGER, avocat, 1, rue Louis Gassin, F-06300 Nice, qui désigne comme secrétaire Madame Colette WOHL, employée, dont l'adresse professionnelle se situe à L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Colette WOHL, employée, L-2449 Luxembourg, Boulevard Royal.

Le président déclare et prie le notaire d'acter :

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires de ceux représentés, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Il résulte de ladite liste de présence que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

1. Conversion de la forme juridique de la Société d'une société anonyme à celle d'une société à responsabilité limitée sans interruption de sa personnalité juridique.
2. Changement du nom de la Société en remplaçant son nom actuel de

« **SHENGHUO CONNEXION S.A.**» par « **SHENGHUO CONNEXION S.à r.l.**»

3. Remplacement des trente-deux mille (32.000) actions par trente-deux mille (32.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune.

4. Décision d'accepter la démission des administrateurs de la Société pour l'exercice de leur mandat à partir de la date du présent acte et de leur donner décharge pour l'exercice de leur mandat, à partir de la date du présent acte.

5. Décision de nommer le(s) gérant(s) de SHENGHUO CONNEXION S.à r.l..

6. Refonte subséquente des statuts de la Société afin de les mettre en conformité avec les résolutions ci-dessus.

7. Augmentation du capital social de la Société à concurrence du montant de trois millions huit cent quarante-neuf mille Euros (EUR 3.849.000.-), pour le porter de son montant actuel de trente-deux mille Euros (EUR 32.000.-) au montant de trois millions huit cent quatre-vingt-et-un mille Euros (EUR 3.881.000.-) par la création de trois millions huit cent quarante-neuf mille (3.849.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune à souscrire par l'associé unique et à libérer entièrement par ce dernier par un apport en nature consistant en l'apport de trois mille huit cent quarante-neuf (3.849) parts sociales dans le capital social de CHRISTOPHE CONCEPT, une société civile de droit français, ayant son siège social à F-06400 Cannes, 21, Boulevard de la République, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Cannes sous le numéro 524.713.419.00025.

8. Modification du premier alinéa de l'article 6 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante :

« Le capital social est fixé à trois millions huit cent quatre-vingt-et-un Euros (EUR 3.881.000.-), représenté par trois millions huit cent quatre-vingt-et-un (3.881.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune ».

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée décide de convertir la forme juridique de la Société d'une société anonyme à celle d'une société à responsabilité limitée sans interruption de sa personnalité juridique.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée décide de changer le nom de la Société en remplaçant son nom actuel de « SHENGHUO CONNEXION S.A. » par « SHENGHUO CONNEXION S.à r.l. ».

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée décide de remplacer les trente-deux mille (32.000) actions par trente-deux mille (32.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs actuels de la Société, à partir de la date du présent acte, et de leur donner décharge pour l'exercice de leur mandat, à partir de la date du présent acte.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée décide de déterminer le nombre de gérants à un et de nommer la/les personne(s) suivante(s) comme gérant(s) de la Société:

Madame Colette WOHL, employée, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal.

La durée du mandat du/des gérant(s) est illimitée.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée décide par la suite de refondre les statuts de la Société afin de les mettre en conformité avec les résolutions ci-dessus. Les statuts auront dès lors le contenu suivant :

« Chapitre I. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée. »

Article 1. Forme

Il existe une société à responsabilité limitée (la « Société »), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la « Loi »), ainsi que par les présent statuts (les « Statuts »).

Article 2. Objet

La Société a pour objet la prise de participations, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts, convertibles ou non, et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobilières ou immobilières, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y

rapportent de manière directe ou indirecte.

La société pourra faire de l'intermédiation commerciale sur les marchés.

La société pourra également acheter, vendre, louer et gérer tout bien immobilier tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Article 3. Durée

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Article 4. Dénomination

La Société a comme dénomination « **SHENGHUO CONNEXION S.à r.l.** ».

Article 5. Siège Social

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance (le **Conseil**). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution du conseil de gérance, qui procédera en conséquence à la modification des Statuts.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Chapitre II. Capital, Parts Sociales.

Article 6. Capital Souscrit

Le capital social est fixé à trente-deux mille Euros (EUR 32.000.-), représenté par trente-deux mille (32.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale ou au pair seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Article 7. Augmentation et Diminution du Capital Social

Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par les Statuts ou, selon le cas, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Article 8. Parts Sociales

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société directement proportionnel au nombre de parts sociales existantes et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une ou de plusieurs parts sociales emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits afférents à une part sociale détenue en copropriété à l'exclusion du droit à l'information jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant propriétaire de la part sociale à l'égard de la Société.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Un registre des associés est conservé au siège social et peut être consulté à la demande de tout associé.

La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société dispose des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

Article 9. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un Associé

La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Chapitre III. Gérant(s).

Article 10. Gérants, Conseil de Gérance

La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les membres peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement « Gérants de catégorie A » et « Gérants de catégorie B ».

Les gérants ne doivent pas être obligatoirement associés. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification légitime, par décision de l'associé unique ou des associés représentant une majorité des voix.

Chaque gérant sera nommé par l'associé unique ou les associés, selon le cas, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat.

Article 11. Pouvoirs du/des Gérant(s)

Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou le conseil de gérance a tout pouvoir pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article 11 aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant ou du conseil de gérance.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

Si le gérant ou le conseil de gérance est temporairement dans l'impossibilité d'agir, la Société pourra être gérée par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par les associés agissant conjointement.

Le gérant ou le conseil de gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs

déterminés à un ou plusieurs mandataires, sélectionnés parmi ses membres ou pas, qu'ils soient associés ou pas.

Article 12. Gestion Journalière

Le gérant ou le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminera les responsabilités et rémunérations (éventuelle) des gérants/mandataires, la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat. Il est convenu que la gestion journalière se limite aux actes d'administration et qu'en conséquence, tout acte d'acquisition, de disposition, de financement et refinancement doit être préalablement approuvé par le gérant ou le conseil de gérance.

Article 13. Réunions du Conseil de Gérance

Les réunions du conseil de gérance sont tenues au Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant sera élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Un gérant peut en représenter un autre au conseil.

Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par deux gérants par n'importe quel moyen de communication incluant le téléphone ou le courrier électronique, à condition qu'il contienne une indication claire de l'ordre du jour de la réunion. Le conseil de gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Le conseil de gérance ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées, au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B devra être présent ou représenté.

Toute décision du conseil de gérance doit être prise à majorité simple, avec au moins le vote affirmatif d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

- En cas de conflit d'intérêt tel que défini à l'article 15 ci-après, les exigences de quorum s'appliqueront et, à cet effet, il ne sera pas tenu compte de l'existence d'un tel conflit dans le chef du ou des gérants concernés pour la détermination du quorum.

- Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conference call ou par tout autre moyen similaire de communication, à partir du Luxembourg, ayant pour effet que tous les gérants participant et délibérant au conseil puissent se comprendre mutuellement.

Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion. Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

- Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants,

produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, dûment convoquée et tenue.

Cette décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Article 14. Responsabilité, Indemnisation

Le gérant ou le conseil de gérance ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société.

La Société devra indemniser tout gérant ou mandataire et ses héritiers, exécutant et administrant, contre tous dommages ou compensations devant être payés par lui/elle ainsi que les dépenses ou les coûts raisonnablement engagés par lui/elle, en conséquence ou en relation avec toute action, procès ou procédures à propos desquelles il/elle pourrait être partie en raison de son/sa qualité ou ancienne qualité de gérant ou mandataire de la Société, ou, à la requête de la Société, de toute autre société où la Société est un associé ou un créancier et par quoi il/elle n'a pas droit à être indemnisé(e), sauf si cela concerne des questions à propos desquelles il/elle sera finalement déclaré(e) impliqué(e) dans telle action, procès ou procédures en responsabilité pour négligence grave, fraude ou mauvaise conduite préméditée. Dans l'hypothèse d'une transaction, l'indemnisation sera octroyée seulement pour les points couverts par l'accord et pour lesquels la Société a été avertie par son avocat que la personne à indemniser n'a pas commis une violation de ses obligations telle que décrite ci-dessus. Les droits d'indemnisation ne devront pas exclure d'autres droits auxquels tel gérant ou mandataire pourrait prétendre.

Article 15. Conflit d'Intérêt

Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs gérants ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront gérant, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Sauf dispositions contraires ci-dessous, un gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou autre affaire.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un gérant ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, entrant en conflit avec les intérêts de la Société, il en avisera le conseil de gérance et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'associé unique ou des associés au prochain vote par écrit ou à la prochaine assemblée générale des associés.

Chapitre IV. Associé(s).

Article 16. Assemblée Générale des Associés

Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Si la Société ne comporte pas plus de soixante (60) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le conseil de gérance aux associés par le biais de tout moyen de communication. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblée générale conformément aux conditions fixées par la Loi sur convocation par le conseil de gérance, ou à défaut, par le conseil de surveillance, s'il existe, ou à défaut, par des associés représentant la moitié du capital social. La convocation envoyée aux associés en conformité avec la Loi indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par tout moyen de communication, un mandataire, lequel n'est pas obligatoirement associé.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil de gérance.

Article 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tous autres pouvoirs réservés au conseil de gérance en vertu de la Loi ou les Statuts et conformément à l'objet social de la Société, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Article 18. Procédure - Vote

Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise par les présents Statuts, ou selon le cas, par la Loi aux règles de quorum et de majorité fixée pour la modification des Statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital.

L'assemblée générale adoptera les décisions à la majorité simple des voix émises, à condition que le nombre des parts sociales représentées à l'assemblée représente au moins la moitié du capital social. Les votes blancs et les votes à bulletin secret ne devront pas être pris en compte.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chapitre V. Année Sociale, Répartition.

Article 19. Année Sociale

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de

chaque année.

Article 20. Approbation des Comptes Annuels

Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Les comptes annuels et le compte des profits et pertes sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, des associés.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Article 21. Affectation des Résultats

L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Le surplus est distribué entre les associés. Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la Loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaires le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Article 22. Dividendes Intérimaires

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;
- (iv) le commissaire ou le réviseur d'entreprises, s'il y en a un, vérifie que les conditions ci-dessus ont été dûment remplies; et
- (v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribué dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excédent à la Société.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation.

Article 23. Dissolution, Liquidation

Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associé(s) qui

détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Chapitre VII. Loi Applicable.

Article 24. Loi Applicable

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il est renvoyé aux dispositions légales.

Attribution des parts sociales

Les trente-deux mille (32.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune sont attribuées à Monsieur Christophe CAUCINO, gérant de société, demeurant à W1F 7PP Londres, 26, Foubert's Place, Royaume-Uni.

SEPTIEME RESOLUTION

Ensuite l'Associé Unique, Monsieur Christophe CAUCINO, prénommé, décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence du montant de trois millions huit cent quarante-neuf mille Euros (EUR 3.849.000.-), pour le porter de son montant actuel de trente-deux mille Euros (EUR 32.000.-) au montant de trois millions huit cent quatre-vingt-et-un mille Euros (EUR 3.881.000.-) par la création de trois millions huit cent quarante-neuf mille (3.849.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune.

SOUSCRIPTION – LIBERATION

Sur ce,

L'Associé Unique, précité et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire aux trois millions huit cent quarante-neuf mille (3.849.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune, et les libérer intégralement par un apport en nature (l'**Apport en Nature**) se composant de trois mille huit cent quarante-neuf (3.849) parts sociales (les **Parts sociales**) qu'il détient dans le capital social de CHRISTOPHE CONCEPT, une société civile de droit français, ayant son siège social à F-06400 Cannes, 21, Boulevard de la République, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Cannes sous le numéro 524.713.419.00025, évaluées au montant de trois millions huit cent quarante-neuf mille Euros (EUR 3.849.000.-).

Le Souscripteur a déclaré que:

1. il est le titulaire des Parts sociales, représentant 99,9 % du capital social de la société CHRISTOPHE CONCEPT,
2. il est le seul ayant-droit des Parts sociales et a seul le pouvoir de disposer des Parts sociales;
3. aucune des Parts sociales n'est grevée d'un gage, d'un usufruit, il n'existe aucun droit d'acquérir un gage ou un usufruit sur les Parts sociales et aucune des Parts sociales n'est sujette à une saisie-arrêt;
4. il n'existe ni de droit de préemption ni tout autre droit en vertu duquel toute personne pourrait avoir le droit de demander à ce qu'une ou plusieurs des Parts sociales lui soient transférées ;
5. si et du moment où il s'agit d'une exigence en vue d'un transfert des Parts sociales de la Société libre de tout gage, que l'approbation ou le consentement de toute partie tierce est obtenu, cette approbation ou consentement est obtenu;
6. toutes autres formalités ou transactions, conformément aux lois

applicables aux Parts sociales, sont obligatoires pour la cession de la pleine propriété des Parts sociales de la Société, doivent être effectuées par la suite et la Société doit, autant que de besoin, totalement coopérer pour rendre effective la cession.

CONSTATATION

Monsieur Christophe CAUCINO constate ce qui suit:

A l'occasion de l'apport de titres en date du 30 novembre 2015, une plus-value qui a bénéficié d'un report d'imposition en application des dispositions de l'article 150-0 B ter.

Ce report a pris fin lors du transfert de domicile de l'Apporteur depuis la France vers la Grande Bretagne. La plus-value a néanmoins bénéficié d'un sursis d'imposition en application des dispositions de 167 bis du CGI.

Il est ici rappelé que, pour l'impôt afférent aux plus-values placées précédemment en report d'imposition, le sursis de paiement expire lors de la **cession de titres** reçus lors de l'échange ou de l'apport à l'origine du report d'imposition, c'est-à-dire la transmission à titre onéreux (vente, apport, échange), **à l'exception des opérations d'échange ou d'apport intervenus après le transfert du domicile fiscal hors de France entrant dans le champ d'application des articles 150-0 B et 150-0 B ter du CGI** (Loi 2013-1279 du 29-12-2013 art. 42, I-F) ;

Aux termes de l'article 150-0 B ter, les plus-values, réalisées directement ou par personne interposée, d'apport de titres à des sociétés contrôlées par l'apporteur sont, depuis le 14 novembre 2012, exclues du sursis d'imposition, mais relèvent d'un régime de report d'imposition **automatique** lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- l'**apport** doit être réalisé en France, **dans un Etat membre de l'Union européenne** ou un Etat ou territoire ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;

- la **société bénéficiaire** de l'apport doit être soumise à l'impôt sur les sociétés (ou à un impôt équivalent). Elle doit être contrôlée par le contribuable.

En l'espèce, les conditions pour bénéficier du report sont pleinement remplies. La présente opération n'aura donc pas pour conséquence l'imposition de la plus-value en report d'imposition.

Il est précisé qu'**aucune opération de cession des titres apportés n'est envisagée à court ou moyen terme**. Enfin, en aucun cas la présente opération ne s'inscrit dans le cadre d'un montage ou d'une série de montages qui, *ayant été mis en place pour obtenir, à titre d'objectif principal ou au titre d'un des objectifs principaux, un avantage fiscal allant à l'encontre de la volonté du législateur*, ne serait pas authentique compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents.

Les déclarations et constatations qui figurent ci-avant, n'engagent pas la responsabilité du notaire instrumentant.

HUITIEME RESOLUTION

En conséquence de ce qui précède, l'Associé Unique décide de modifier

l'article 6 des statuts de la Société afin qu'il ait désormais la teneur suivante :

" Article 6. Capital Souscrit

Le capital social est fixé à trois millions huit cent quatre-vingt-et-un Euros (EUR 3.881.000.-), représenté par trois millions huit cent quatre-vingt-et-un (3.881.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale ou au pair seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale. "

Dont Procès-verbal.

Fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les personnes comparantes, toutes connues du notaire par leur Noms, Prénoms, statut marital et résidences, ont signé avec Nous, le notaire instrumentant, le présent procès-verbal.

(Signé) : C. WOHL, J.-P. SOLLBERGER, Henri BECK

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, 29 décembre 2016

Relation : GAC/2016/10535

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur : (signé) C. PIERRET

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 4 janvier 2017